

## Malgré un rapport de forces très favorable au Front commun et consorts **Défaite syndicale sans victoire patronale faute d'unité et d'aile gauche**

Côté éducation, les négociations du secteur public semblent terminées avec l'acceptation à la base de leur convention tant par le Front commun que par la FAE. Elles sont à demi achevées du côté du secteur santé en l'absence d'accord de principe avec la FIQ, syndiquant la grande majorité des infirmières, qui négocie isolée loin de l'attention médiatique et, semble-t-il, de toute perspective de mobilisation. Rappelons que le secteur santé, contrairement à celui de l'éducation, est cadencé par la loi des services essentiels qui a mené [au maintien de 70% à 100% des services](#) de ce secteur. On en déduit qu'en l'absence de mise au défi de cette loi, ce qui entraînerait inévitablement une loi spéciale et puis Dieu-sait-quoi, la relative inefficacité de la grève dans la santé a fait du secteur de l'éducation le fer de lance du rapport de forces du secteur public.

Le vote du syndicat enseignant FSE-CSQ de l'Estrie centré sur Sherbrooke, le premier à se prononcer pour cette centrale membre du Front commun, illustre l'état d'esprit de la base syndicale vis-à-vis l'entente conclue pour le secteur de l'enseignement. [L'accord salarial a réuni 88%](#) en faveur pendant que celle sectorielle, sur les conditions de travail dont la « composition de la classe » est le noyau, avec 50.5% franchissait à peine la ligne fatidique. Le parallèle de 50.6% avec [le syndicat FAE de la région de Granby](#), le dernier à voter de cette centrale hors Front commun, est frappant. Est-ce la réalité de conditions d'enseignement plus difficiles dans ces deux villes industrielles de taille moyenne où le revenu total moyen est [de 10% plus bas](#) que la moyenne québécoise ? Ces milieux urbains du même type sont en grande partie [la réalité de tous les syndicats de la FAE](#) ce à quoi il faut ajouter le défi linguistique de Montréal. Comme le [soulignait un militant FAE contestataire à Radio-Canada](#), l'école publique a des « *besoins criants* » qui requièrent des « *investissements massifs* » qui n'ont pas été au rendez-vous.

Pourtant, la détermination syndicale a d'abord été visible par des votes de grève à taux élevé puis par [l'ampleur et la longueur de la grève](#) : « *Selon le Front commun, [le 23 novembre a été] la plus importante journée de grève de l'histoire du Québec, du Canada et même de l'Amérique du Nord (depuis la grève d'AT&T en 1983) [et au total] la plus longue grève du secteur public depuis 50 ans* ». Faut-il rappeler l'ardeur de la grève de la FAE jusqu'à et y compris un [blocage du Port de Montréal et de Québec](#) ? Faut-il rappeler le soutien financier, de plusieurs syndicats du privé ? Quant à l'employeur gouvernemental, il était dans une mauvaise posture tant économique que politique. Le gouvernement de la CAQ faisait face à une [pénurie de main-d'œuvre](#) corroborée par un relativement [haut taux d'emploi tel que jaugé depuis l'an 2000](#). La [dégringolade dans les sondages](#) confirmée par [l'élection partielle de Jean-Talon](#) en octobre dernier a réduit à néant le lustre charismatique du Premier ministre tant et si bien que [l'appui populaire aux grévistes](#) ne s'est jamais démenti... mais n'a jamais été organisé proactivement.

## **Salaire peut-être supérieur à l'inflation et composition de la classe restant catastrophique**

Ce rapport de force d'emblée très favorable au grévistes, conjugué au ralentissement économique, a obligé la CAQ à remettre en question tant soit peu [son cadre financier](#) dont l'écart aux prévisions sera connu lors du dévoilement du budget ce printemps.

[L'augmentation salariale de 17,4 à 24,5 %](#), selon l'échelon, pour le corps enseignant pourra peut-être dépasser le taux d'inflation surtout en tenant compte des avancées d'échelons qui n'ont de nouveau que l'attention médiatique qui leur est portée. N'en reste pas moins que sans clause d'indexation régulée, ces gains apparemment avantageux, en plus de devoir compenser le recul du pouvoir d'achat dû à [l'importante inflation des années 2021 à 2023](#), pourraient bien être balayés par [une inflation future qui ne reviendra pas au 2% annuel](#) en particulier pour le logement et l'alimentation qui sont au centre du budget des ménages travailleurs.

Ajoutons-y la haute probabilité de phénomènes météo extrêmes, des grandes chaleurs et des perturbations des chaînes d'approvisionnement due aux conflits géopolitiques qui pourraient changer la donne. En ce moment, ni le canal de Panama ni celui de Suez n'opèrent à pleine capacité par suite de la grande sécheresse en Amérique du Sud et de la guerre de Gaza. De constater The Economist (World in Brief, 27/01/24) sous le titre de « *[l']inflation alimentaire et la crise climatique* »,

*[a]u cours de l'année écoulée, les prix de nombreux produits alimentaires de base, enflammés par la guerre en Ukraine pendant une grande partie de l'année 2022, se sont calmés. En revanche, les "produits raffinés" sont de moins en moins abordables. Les prix du sucre ont augmenté de 150 % depuis 2020. Les prix de l'huile d'olive et du cacao ont atteint des sommets sur plusieurs décennies. Même le jus d'orange est devenu brûlant.*

*El Niño, un phénomène météorologique mondial, a provoqué des sécheresses en Australie, en Inde et en Thaïlande, trois grands exportateurs de sucre, tandis que des pluies ont inondé le Brésil, le plus grand exportateur. Une série de maladies, exacerbées par une forte humidité, a décimé les récoltes au Ghana et en Côte d'Ivoire, les deux plus grands producteurs de cacao. Malgré cela, les producteurs de cacao d'Afrique de l'Ouest vendent leur récolte à un prix fixé par le gouvernement, ce qui les dissuade de planter davantage. Entre-temps, les vagues de chaleur ont étouffé les olives d'Espagne et les oranges de Floride.*

N'oublions pas, non plus, que les négociations de la table centrale, concernant aussi la question des pensions, n'ont en rien allégé [la paupérisation des personnes retraitées du secteur public](#). Celles-ci « *s'appauvrissent plus que jamais en cette période d'inflation élevée, puisque leur rente de retraite n'est pas pleinement indexée.* », conséquence du coup fourré du gouvernement du PQ en 1982. Quant aux aspects non-monétaires, au cœur des revendications, qui se négociaient aux tables sectorielles, le résultat clivant des votes traduit la grande insatisfaction des grévistes. Même une partie de celles qui ont voté en faveur de l'acceptation l'ont fait par dépit, ne voyant plus de possibilité d'obtenir davantage encore moins une remise en question de l'école à trois vitesses qui [marchandise l'école aux dépens des familles prolétariennes](#). Rien de surprenant que les enseignantes de l'école

publique se butent au gouvernement de la CAQ au sujet des normes de la « composition de la classe » pour obtenir de meilleurs ratios et plus de soutien professionnel étant donné le haut taux d'élèves en difficulté rejeté par l'école privée et celle publique sélective.

### **Sans unité syndicale et sans gauche à l'étatsunienne, la bureaucratie avait beau jeu**

Comment peut-on expliquer un si piètre aboutissement sur la base d'un rapport de forces aussi favorable ? Une armée nombreuse et motivée ayant la sympathie populaire ne peut vaincre sous la houlette d'un état-major étreiqué maniaque de contrôle afin de limiter la grève aux bornes de la stabilité politique. La bureaucratie syndicale était bien consciente qu'une grève générale directement politique contre l'État par plus de 600 000 travailleuses, soit plus de 10% de la force de travail du Québec et à 75% féminine, boostée par la conscience acquise durant la pandémie d'être des « travailleuses essentielles » austérisées était grosse d'une crise politique capable de paralyser si ce n'est de renverser le gouvernement. Après tout, [la grève générale publique-privée de 1972](#) avait à un moment donné viré en crise prérévolutionnaire que les présidents emprisonnés des centrales syndicales avaient rapidement désamorcé en négociant une sortie de crise.

Il ne fut pas facile à la caste bureaucratique de s'en tirer, écartelée qu'elle était entre une CAQ qui voulait écraser le mouvement syndical pour paver l'autoroute de la privatisation et une masse prolétarienne en colère aiguisée par le féminisme. Elle y est parvenue en jouant les rivalités syndicales entre la FAE qui représente le 40% le plus urbanisé du corps enseignant, une [scission de la centrale syndicale unitaire](#), il y a à peine huit ans, jugée pas assez combative, et sa vis-à-vis la FSE-CSQ du Front commun. Comme l'a dit [ce militant de la base FAE à Radio-Canada](#), pourquoi n'y a-t-il pas eu de concertation entre la FAE et la FSE, pourquoi la grève générale de la FAE a-t-elle été déclenchée si tôt alors que le Front commun n'embarquait pas ? Cette rivalité, selon lui, a permis à la CAQ de manœuvrer en faisant des offres à la FSE qu'elle ne faisait pas à la FAE en grève et sans que les deux syndicats déjouent cette combine en communiquant entre eux. La FSE, conclue-t-il, n'a pas voulu s'engager à ne pas signer avant la FAE. Il aurait pu ajouter : pourquoi la FAE n'a-t-elle pas tout simplement fait partie du Front commun dès le départ ?

Si la division syndicale fut le bras droit des machinations des appareils syndicaux, l'absence d'opposition organisée de la gauche sociale et politique en fut le bras gauche. On ne blâmera jamais assez la gauche dite anticapitaliste qui a fait semblant d'organiser une gauche syndicale depuis une dizaine d'années sinon plus, pour laisser dégénérer cette tentative en une série de conférences et table-rondes, parfois utiles, dont la dernière en date invitait une majorité de bureaucrates. Il n'y a pas au Québec l'équivalent du [Labor Notes](#) étatsunien ni d'organisation oppositionnelle à la direction bureaucratique telle les [Caucus of Rank-and-File Educators \(CORE\)](#) au sein du Syndicat des enseignant-e-s de Chicago, ni même de faiblards caucus de gauche lors des congrès syndicaux comme au Canada anglais.

## **La liaison entre l'aile parlementaire Solidaire et la bureaucratie syndicale ne se dément pas**

Quant à l'aile parlementaire Solidaire, elle n'a pas manqué la facilité de [se faire prendre en photos](#) sur les lignes de piquetage au début de la grève pour ensuite s'emmurer dans le silence quand les tensions entre base syndicale et direction syndicale devinrent publiquement évidentes au moment des accords de principe et du vote subséquent de ratification à la base. On a eu droit, parmi la myriade de posts du Facebook du parti, à un blip occasionnel contenant le message édulcoré « *François Legault doit négocier de bonne foi et déposer une offre sérieuse avant Noël.* » On a jamais su ce que serait au moins les grandes lignes d'une offre de la direction Solidaire ni ne fut entendu le moindre commentaire sur la stratégie syndicale et encore moins le moindre encouragement aux protestataires sauf pour les remercier une fois le dossier clos.

Pendant ce temps, on souhaite mettre en évidence pour les locataires une mesure marginale de [facilitation de l'accès à la propriété](#) au lieu de plutôt souligner les revendications de la [manifestation de locataires contre la loi 31](#), à laquelle participaient officiellement Québec solidaire, visant à empêcher les cessions de bail pour éviter les hausse de loyer et aussi pour le gel des loyer sur un an et pour leur contrôle. Quelle arrogance! Et ensuite on appui la CAQ, au nom du nationalisme étriqué, afin de renouveler la clause dérogatoire pour la Loi sur la laïcité de l'État interdisant le voile au personnel enseignant. À ce compte, ne faudrait-il pas aussi appuyer contre les Autochtones la CAQ qui ne veut pas leur céder [la gestion de leurs services de protection de l'enfance](#) ? Quelle hypocrisie!

Et voici que pour contrer le PQ qui lui dame électoralement le pion, l'aile parlementaire [lance une campagne pour l'indépendance](#), thématique presque complètement ignorée depuis des années, à coups de bla-bla de gauche à contenu vide et de l'une ou l'autre revendication concrète qui défonce des portes ouvertes tout en montant en épingle des personnalités historiques péquistes au vernis de gauche. S'agit-il de tendre la main au PQ néolibéral et identitaire se masquant par une couche de verbiage indépendantiste qui sera jeté par-dessus bord aussitôt la majorité parlementaire en vue ? Le but est-il de devenir l'aile gauche d'une future coalition ou bien de s'en démarquer stratégiquement ? On se le demande. Pour se dédouaner du vide réellement existant du « projet de société », on s'en remet à l'Assemblée constituante « *non seulement [pour] se prononcer sur l'indépendance, mais [pour] les grandes valeurs et les lois fondamentales qui guideront ce nouveau pays du Québec.* » Plus Ponce-Pilate vis-à-vis non seulement le programme de ce Québec indépendant mais même vis-à-vis l'indépendance elle-même, tu meurs.

## **Nouveau rendez-vous syndicat-Solidaire pour affronter un Premier ministre revanchiste**

Il n'en reste pas moins que la CAQ n'a pas réussi à écraser le noyau dur du mouvement syndical québécois comme elle le souhaitait. Frustré, le Premier ministre en a assez [des](#)

[protestataires de tous bords](#). Réagissant à l'humble contestation contre l'usine suédoise de Northvolt destinée à être le navire amiral de la filière batterie, « *[l]e premier ministre François Legault s'impatiente des contestations contre des grands chantiers industriels, comme celui de l'usine Northvolt. Il a plaidé jeudi qu'il "faut changer d'attitude" au Québec [...]. Selon lui, avec ce genre d'attitude, "on ne serait pas capable de faire la Baie-James que les gouvernements précédents ont faite"*. » Quant aux [victimes d'actes criminels](#), iels « *devront aller vers la solidarité ou l'aide sociale, reconnaît Legault* ». S'il n'a pas pu régler son compte aux syndicats du secteur public, il s'en promet vis-à-vis ceux de la construction, peut-être le fer de lance de ceux du secteur privé, dont il veut, serons-nous étonnés, [plus de « flexibilité » et de « mobilité »](#) pour plus de productivité. Avec [le projet de loi 51 récemment déposé](#), y a-t-il là un prochain rendez-vous pour le mouvement syndical et la gauche ?

À moins que ça ne soit plus tôt pour qu'enfin ensemble centrales syndicales et Québec solidaire ne convoquent le peuple québécois dans la rue pour massivement exiger d'Ottawa et de Québec de cesser d'être les complices de l'État sioniste dans sa guerre génocidaire contre le peuple palestinien. La discordance de politique entre les guerres de Gaza et d'Ukraine sent le suprématisme blanc et l'islamophobie à plein nez. Autant il fallait ouvrir les bras aux personnes réfugiées d'Ukraine, autant [faut-il le faire pour celles de Palestine](#). Autant il faut armer la résistance ukrainienne, autant il faut [cesser de le faire vis-à-vis Israël](#). Surtout il faut immédiatement mettre fin au scandale du boycott de l'UNRWA comme allié servile de l'impérialisme étatsunien qui plus que complice participe au génocide par l'utilisation de son armée au Moyen-Orient et pas sa diplomatie à l'ONU.

**Marc Bonhomme, 11 février 2024**

www.marcbonhomme.com ; [bonmarc@videotron.ca](mailto:bonmarc@videotron.ca)